

sés et efficaces. C'est précisément dans cet esprit que le président Reagan m'envoie ici.

Il existe un certain nombre de problèmes bilatéraux au sujet desquels le Canada et les États-Unis ne sont pas d'accord, a déclaré M. Shultz, cependant, les deux pays partagent aussi des intérêts mutuels sur des questions internationales comme l'économie et le contrôle des armements nucléaires. »

Citant l'ex-président républicain Gerald Ford, M. Clark a ajouté qu'il était tout à la fois possible pour les deux gouvernements « d'être en désaccord sans être désagréables ».

Cette première rencontre était centrée sur les questions internationales. Le lendemain matin, les deux hommes se penchaient sur des dossiers d'intérêt commun. Celui des précipitations acides était à l'ordre du jour. Les deux hommes ont aussi abordé la question des frontières des zones de pêche, du commerce entre les deux pays ainsi que d'autres sujets d'intérêt mutuel comme les investissements étrangers au Canada, la politique énergétique et les relations Est-Ouest.

Au cours d'une conférence de presse, à l'issue de la rencontre, M. Clark a tracé un bilan positif des discussions qu'il avait eues avec M. Shultz, affirmant qu'un « nouveau chapitre » de l'histoire des relations Canada-États-Unis s'ouvrait, chapitre basé sur l'amitié liant le premier ministre Mulroney et le président Reagan.

M. Clark, en poste depuis à peine un

mois, a qualifié son tête-à-tête avec M. Shultz de « très chaleureux et positif », se disant encouragé par la « sensibilité » manifestée par M. Shultz à l'endroit du Canada. De son côté, M. Shultz n'a pas hésité à complimenter son vis-à-vis devant les journalistes, en ajoutant cependant que M. Clark « lui avait rendu la vie dure sur une série de questions, particulièrement les précipitations acides ».

Positions inchangées

En ce qui concerne les précipitations acides, le Canada souhaite que les États-Unis posent rapidement des gestes concrets pour contrôler celles-ci. Ces précipitations sont principalement provoquées par les gaz d'échappement des automobiles (brumée) ainsi que par les émissions d'usines alimentées au charbon. Ces émissions peuvent se déplacer sur des centaines de kilomètres avant de se transformer en précipitations acides.

Le gouvernement américain demeure cependant sur ses positions et refuse d'appliquer de coûteux programmes de contrôle des émissions polluantes avant d'avoir pu pousser plus avant la recherche.

M. Shultz a d'ailleurs déclaré à M. Clark : « Je voudrais vous faire remarquer que les précipitations acides sont un problème aux États-Unis également. Comme je vous l'ai dit au cours de notre rencontre, nous pensons qu'il est important de mieux comprendre ce phénomène avant d'engager des sommes considérables ».

Un nouvel accord bilatéral

Un accord bilatéral d'assurance-investissement à l'étranger est entré en vigueur le 21 septembre dernier. Les signataires de l'accord étaient MM. David Reece, haut-commissaire du Canada aux Bahamas, et Paul Adderley, procureur général et ministre des Affaires étrangères du Commonwealth des Bahamas. Relié directement au programme d'assurance-investissement à l'étranger et administré par la Société pour l'expansion des exportations (SEE), cet accord favorisera l'essor du commerce et des investissements dans l'intérêt des deux pays.

L'accord facilitera l'assurance des investissements aux termes du programme de garantie d'investissements de la SEE, programme qui protège les investisseurs canadiens contre la perte de leurs investissements à l'étranger par suite d'aléas politiques dans le pays hôte. Le Canada a déjà signé 35 accords de cette nature. Des négociations se poursuivent avec quinze autres pays à cet égard.

Prix Nobel de la paix 1984

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a envoyé le message suivant au révérend Desmond Tutu, secrétaire général du Conseil sud-africain des Églises et lauréat du prix Nobel de la paix pour 1984.

« Tous les Canadiens se réjouissent avec moi de la décision du Comité Nobel de vous attribuer le prix de la paix pour 1984. Votre contribution à la cause de la liberté de la personne et du changement pacifique vous a gagné l'admiration et la gratitude de la collectivité internationale. Vous êtes l'exemple de tous ceux qui respectent la dignité de l'homme et qui recherchent la paix. L'honneur que vous vous êtes mérité aura certainement des répercussions sur le Conseil sud-africain des Églises ainsi que sur le message de réconciliation qu'il véhicule.

Puisse ce prix favoriser une meilleure compréhension entre les peuples de l'Afrique du Sud et encourager la poursuite de la justice et de la paix. »

Secrétaire générale à l'UNESCO

Mme Shirley Cull Thomson a été nommée secrétaire générale de la Commission canadienne pour l'UNESCO. Cette nomination vient d'être rendue publique par le Conseil des arts du Canada.



Shirley Cull Thomson

Mme Thomson assumera ses fonctions à la Commission canadienne pour l'UNESCO au début de janvier 1985. Elle succède à M. Claude Lussier, qui prend sa retraite.

La Commission canadienne pour l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) assure une liaison entre l'UNESCO, dont le siège est à Paris, et les organismes et les particuliers canadiens qui s'intéressent à la coopération internationale dans les domaines des sciences naturelles et sociales, des communications, du patrimoine, de la culture, de l'éducation ainsi que dans d'autres sphères d'activités connexes. La loi sur le Conseil des arts du Canada confère à celui-ci la responsabilité administrative de la commission.

Mme Shirley Cull Thomson est directrice du musée McCord, à Montréal, depuis 1982. Après avoir étudié au Canada, aux États-Unis et à Paris, elle a obtenu, en 1981, un doctorat en histoire de l'art à l'université McGill. Elle a travaillé pour l'OTAN, à Paris, au cours des années cinquante et a été secrétaire générale adjointe de l'Entraide universitaire mondiale du Canada pendant les années soixante. De plus, elle a été secrétaire générale associée de la Commission canadienne pour l'UNESCO, de 1964 à 1967. Mme Thomson a également de l'expérience en communication radiophonique et écrite ainsi qu'en enseignement de l'histoire de l'art. De 1978 à 1980, elle était directrice du pavillon de l'UNESCO à « Terre des Hommes ».